

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE 2006-2007



La mission de la CCAF-FCVI consiste à élaborer des concepts et à soutenir le développement des capacités – en cultivant des idées avant-gardistes et exemplaires – afin d'assurer une gouverne efficace ainsi qu'une réelle reddition de comptes, une saine gestion et une vérification constructive dans le secteur public. Son travail porte essentiellement sur le secteur public et c'est celui-ci qui en bénéficie.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CCAF-FCVI (AU 31 MARS 2007)



PRÉSIDENT
Michael J. McLaughlin, FCMA
Spécialiste de l'extérieur
Ancien sous-vérificateur général du
Canada et ancien vice-président et chef de
la direction financière d'administration
canadienne de la sûreté du transport aérien



Yves Gauthier, FCA Premier vice-président et chef de la direction financière Valeurs mobilières Desjardins



VICE-PRESIDENT Fred Dunn, FCA Vérificateur général Bureau du vérificateur général de l'Alberta



John M. Herhalt, CA, CISA Associé, chef mondial du groupe Infrastructure, gouvernement et santé, et leader national du groupe Secteur public KPMG s.r.l



TRÉSORIER
Roxanne L. Anderson, CA, MBA, CIRP
Associée principale des relations pour le
gouvernement du Canada
PricewaterhouseCoopers
Présidente du comité de vérification



Philip Howell
Sous-ministre associé
Ministère des Finances de l'Ontario
Membre du comité de gouvernance



SECRÉTAIRE

Gilles Bédard, FCGA

Vérificateur général adjoint

Vérificateur général du Québec



Deanna Monaghan, CA, CPA (Illinois) Associée directrice Ernst & Young Membre du comité de gouvernance



Alain Benedetti, FCA Président Institut Canadien des Comptables Agréés



Richard Smith
Vérificateur général adjoint
Bureau du vérificateur général du Canada
Président du comité de gouvernance



Ruth Dantzer, Phd.
Présidente et chef de direction
École de la fonction publique du Canada
Membre du comité de gouvernance



Charles-Antoine St-Jean, FCA
Contrôleur général du Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor, Bureau du
contrôleur général du Canada
Membre du comité de vérification

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR RENFORCER LA REDDITION DE COMPTES

Le rapport annuel est normalement l'occasion pour une organisation de souligner tout ce qu'elle a accompli durant l'année précédente, de s'attribuer le mérite de ses réussites et de faire lumière sur ce qui n'a pas fonctionné tel que prévu.

Cette année, le Rapport annuel de la CCAF-FCVI ne vise pas à se targuer des réalisations exceptionnelles du Conseil et du personnel. Non pas par manque de fierté pour ce que nous avons accompli - nous en sommes très fiers! Mais lorsque nous jetons un regard sur les événements de l'an dernier, nous réalisons que les éloges reviennent en grande partie non pas à notre organisation, mais à l'extérieur - à nos nombreux membres, partenaires, bailleurs de fonds, collaborateurs et autres participants. Non seulement avezvous tous joué un rôle déterminant dans notre réussite, mais bien souvent, c'est vous qui avez connu le succès.

Ainsi, le 8 mai 2006, le Directeur général de la CCAF-FCVI, Michael Eastman, a présidé une discussion entre experts en préparation pour la conférence de Victoria sur la gestion axée sur les résultats. À cette occasion, il a invité quatre personnes à l'horaire très chargé à venir expliquer aux participants la façon dont les chefs politiques utilisent l'information sur le rendement. Ces personnes étaient les suivantes :

- Rita Dionne-Marsolais, députée à l'Assemblée nationale du Québec et ancienne présidente de la Commission de l'administration publique;
- Ken Stewart, ancien député à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et conseiller de la municipalité de Maple Ridge, en C.-B.;
- ♦ Fred Dunn, vérificateur général de l'Alberta;
- Doug Griffiths, député à l'Assemblée législative de l'Alberta et viceprésident du Comité permanent des comptes publics.

Durant leurs observations préliminaires et la discussion qui a suivi, ces experts ont partagé leurs expériences personnelles sur la ligne de front des processus de reddition de comptes du gouvernement. Grâce à eux, les fonctionnaires qui étaient présents ont pu en apprendre davantage sur ce sujet très important.

La journée du 8 mai 2006 n'était pas exceptionnelle. Chaque jour, des personnes autrement très occupées consacrent leur temps, leur énergie et leurs idées pour faire avancer la vision de la CCAF-FCVI: favoriser l'excellence en matière de gouverne, de gestion et de reddition de comptes dans le secteur public. Chaque année, des centaines de personnes contribuent d'une façon ou d'une autre à la réalisation de notre mission: élaborer des concepts et soutenir le développement des capacités - en cultivant des idées avant-pardistes et exemplaires - afin



cultivant des idées avant-gardistes et exemplaires - afin d'assurer une gouverne efficace ainsi qu'une réelle reddition de comptes, une saine gestion et une vérification constructive dans le secteur public.

Le Rapport annuel 2006-2007 met l'accent sur quelques jours de l'année durant lesquels la CCAF-FCVI a été particulièrement active dans la collectivité. Ces exemples nous permettent de souligner le travail des nombreuses personnes qui sont d'avis que le renforcement de la reddition de comptes vaut la peine qu'on y consacre du temps.

Nous aurions souhaité avoir plus d'espace pour souligner chaque événement important et nommer toutes les personnes qui ont contribué à notre réussite. Que votre nom soit mentionné ou non, sachez que vous êtes très appréciés.

Michael McLaughlin, FCMA Président du Conseil

Mak M'faught

UN SURVOL DES ACTIVITÉS DE LA CCAF-FCVI

L'an dernier, nous avons déterminé que nous pourrions mieux gérer et décrire nos activités en les divisant en cinq catégories :

- ♦ recherche
- développement des capacités
- ♦ formation
- activités internationales
- ♦ interactions avec les membres et communications

Chacune d'elles représente un secteur de grande importance et malgré quelque chevauchement, (par exemple, la formation pourrait être considérée comme une forme de développement des capacités et nos initiatives de développement des capacités pourraient inclure de la recherche), nous avons constaté qu'il est utile de les planifier et d'en faire rapport séparément.

C'est ce que nous avons fait dans le présent Rapport annuel 2006-2007, *Une année dans la vie de la CCAF-FCVI*. Voici un bref aperçu de chacun de nos secteurs d'activités.

Recherche

La CCAF-FCVI concentre ses activités de recherche sur les questions de reddition de comptes qui intéressent nos membres donateurs. Plus récemment, ces activités ont englobé les rapports publics sur le rendement, l'efficacité des comités des comptes publics et la responsabilisation des organismes d'État.

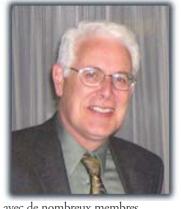
Développement des capacités

Grâce aux résultats de nos recherches et à nos activités de **développement des capacités**, nous aidons l'ensemble de la collectivité à utiliser ces résultats pour renforcer son rôle dans le processus de reddition de comptes. Ainsi, à l'heure actuelle, nous partageons nos résultats sur les caractéristiques d'un comité des comptes publics efficace avec les comités de partout au Canada, sous forme d'ébauche de stratégie qu'ils peuvent adapter pour améliorer leur fonctionnement. Cette stratégie a été présentée dans le bulletin *L'informateur* de la CCAF-FCVI.

http://www.ccaf-fcvi.com/messages/12-04-06JurisHighlights/.

Formation

Depuis sa création en 1980, la CCAF-FCVI a acquis des connaissances approfondies, particulièrement dans le domaine de la vérification de l'optimisation des ressources. À la demande du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL), dont les membres comptent parmi nos principaux donateurs, nous nous apprêtons à faire un retour dans le domaine de la formation. Nous en sommes



très heureux puisque cela favorisera les contacts directs avec de nombreux membres vérificateurs des services de vérification législative et du gouvernement.

Activités internationales

Nos activités internationales misent sur notre connaissance de la vérification et nos liens étroits avec les services de vérification du Canada et de l'étranger. Le Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes est au cœur de nos activités internationales. Ce programme attire des hommes et des femmes hautement qualifiés provenant des services nationaux de vérification de certains pays en développement au Canada pour y recevoir une formation en classe et en milieu de travail dans le domaine de la vérification de l'optimisation des ressources et des principes qui sous-tendent la reddition de comptes.

Liaison avec les membres et communications

Nos nombreux contacts dans les milieux de la vérification, de la gestion et de la gouverne au Canada nous permettent de rencontrer bon nombre de gens intéressants, de développer de nouveaux concepts et d'en apprendre davantage sur les tendances dominantes et les progrès importants dans ces domaines. Afin de mieux servir nos membres, nous recueillons et partageons cette information avec eux. Nous voulons également qu'ils comprennent ce que nous faisons et obtenir leur appui, de là l'importance de la liaison avec les membres et les communications. Parmi nos principales initiatives dans ce domaine, notons le programme de visites personnelles aux organisations membres, notre participation aux ateliers et conférences et nos fréquents courriels envoyés à tous les membres et contenant des nouvelles et des articles inspirants.

Nous vous présentons ci-dessous des nouvelles et des photos qui illustrent les progrès que nous avons réalisés dans chacun de ces secteurs, et ce, grâce à l'appui de plusieurs d'entre vous.

Michael Eastman, FCMA Directeur général

RECHERCHE

Le lundi 5 mars 2007 Hôtel Brookstreet, Ottawa, Ontario

Les gouverneurs proposent une orientation pour l'avenir de la recherche

Le Conseil des gouverneurs s'est réuni pour se pencher sur l'avenir de la recherche à la CCAF-FCVI. Il s'agissait d'une occasion d'identifier les domaines qui seraient les plus avantageux pour les donateurs et les membres de la Fondation au cours des prochaines années, d'établir les liens entre la vérification interne et la vérification externe et d'examiner la reddition de comptes dans les municipalités. On s'est également interrogé sur la nécessité de procéder à la vérification des petits organismes. Le directeur général Michael Eastman a proposé un certain nombre de solutions et le président du Conseil, Michael McLaughlin, a dirigé la discussion.

Dans le passé et pour certains domaines – tels que les rapports publics sur le rendement

NOUVELLE DE DERNIÈRE HEURE!

LES GOUVERNEURS DÉSIGNENT LE PROCHAIN DOMAINE DE RECHERCHE

Durant la réunion de juin 2007, le Conseil des gouverneurs de la CCAF-FCVI a désigné le risque, l'innovation et le contrôle comme prochain domaine d'intérêt particulier pour les recherches de la fondation.

La décision a une incidence sur le choix du prochain directeur de la recherche de la CCAF-FCVI – poste qui sera bientôt comblé pour la première fois depuis le départ de David Moynagh au début de 2006. et les comités des comptes publics, pour n'en nommer que deux — la CCAF-FCVI a su produire des résultats supérieurs qui à leur tour ont produit des résultats probants pour les principaux clients. D'où l'importance de la discussion pour l'avenir de la CCAF-FCVI.

Tous les gouverneurs étaient présents - les nouveaux, dont Ruth Dantzer, présidente de l'École de la fonction publique du Canada, et les plus chevronnés, dont Gilles Bédard, vérificateur général adjoint du Québec. Tous ont donné leurs points de vue et ont contribué au processus décisionnel.

Deux thèmes ont retenu l'attention. La décision : le personnel doit évaluer le potentiel de chacun d'eux et en faire rapport en juin. À ce moment, le Conseil choisira le thème qui constituera le prochain domaine d'intérêt de la CCAF-FCVI.

Quels sont ces deux thèmes? Le premier est le risque, l'innovation et le contrôle. Comment établir un équilibre entre le risque calculé et le contrôle efficace au moment où la nature de la reddition de comptes est en pleine évolution?

THO HE BOHE

Le deuxième thème : gouvernance partagée et transfert de paiements. Quels sont les défis en matière de reddition de comptes et les solutions pour les programmes financés par deux ordres de gouvernement?

LE JEUDI 16 NOVEMBRE 2006 WINNIPEG, MANITOBA

La recherche sur les organismes d'État produit des renseignements uniques

Le Manitoba possède une vaste expérience des organismes d'État.

Tout naturellement, la CCAF-FCVI a voulu consulter les hauts fonctionnaires de cette province au sujet du rapport de recherche sur les organismes d'État. L'associé de recherche Dan Rubenstein, dont le mandat spécial avec la CCAF-FCVI au Bureau du vérificateur général du Canada vient de se terminer, est venu rencontrer Kim Sharman, Drew Perry, Betty-Anne Pratt, Barb Dryden et Rick Yarish. Le groupe a examiné l'ébauche de la section du rapport concernant le Manitoba et a fait des commentaires détaillés et utiles.

Les organismes d'État jouent un rôle important dans la vie économique, culturelle et sociale des Canadiens. Chacun d'eux a fait l'objet d'un examen minutieux de la part des vérificateurs et des comités législatifs, des médias et du milieu universitaire. Fait étonnant, il existe peu de données comparatives entre les différentes sphères de compétence.

Les projets de recherche de la CCAF-FCVI ont permis de réunir dans un seul document de l'information sur les ententes redditionnelles pangouvernementales des organismes d'État dans chaque province et au gouvernement du Canada. Le rapport intitulé *Liens découlant de l'obligation de rendre compte des organismes d'état au canada : Points saillants* sera publié en 2007.



DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Le mercredi 22 novembre 2006 Assemblée législative de la Saskatchewan, Regina, Saskatchewan

La CCAF-FCVI contribue au renforcement des comités des comptes publics

Le président du Comité des comptes publics, Elwin Hermanson, a clôturé la réunion du Comité. « Je crois que nous avons atteint un consensus selon lequel nous devons prendre



tous les moyens nécessaires pour s'améliorer », a-t-il déclaré à Geoff Dubrow de la CCAF-FCVI. « Et vous nous avez fourni plusieurs arguments qui donnent à réfléchir. »

M. Dubrow, le directeur du développement des capacités de la CCAF-FCVI, a discuté pendant plus d'une heure avec les membres du Comité des résultats de la recherche de la CCAF-FCVI sur les caractéristiques d'un comité des comptes publics efficace. Il a utilisé ces résultats pour élaborer une

ébauche de stratégie dont les comités peuvent se servir pour améliorer leur fonctionnement.

Loin d'en être à sa première présentation en Saskatchewan, M. Dubrow s'était déjà présenté devant :

- la Commission de l'administration publique de l'Assemblée nationale du Québec (30 août 2006);
- une séance conjointe du Conseil canadien des comités des comptes publics et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (11 septembre 2006);
- les membres de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique (3 octobre 2006);
- ♦ le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes (24 octobre 2006);
- ♦ les députés de la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Écosse (21 février 2007);
- ♦ le Comité permanent des comptes publics de l'Assemblée législative de l'Alberta (4 avril 2007).

Les résultats des projets de recherche de la CCAF-FCVI ne devraient pas demeurer sur les tablettes à amasser la poussière. Ils doivent mener à une action concrète. Par le biais du développement des capacités, la CCAF-FCVI est en mesure de présenter ses résultats de recherche aux collectivités qui peuvent en tirer profit – avec des idées concrètes pour leur mise en œuvre.

Elwin Hermanson a parfaitement compris quelle pourrait être la contribution de la CCAF-FCVI comme tiers neutre. « J'estime que si nous devons changer de cap et en venir à un consensus de façon à ce que les deux parties du Comité s'entendent, cela ne pourrait qu'être conforme à l'esprit du mandat du Comité des comptes publics », a-t-il déclaré aux membres de son comité. Se tournant vers Geoff Dubrow, il a ajouté : « Si nous pouvons accomplir cela, votre visite aura produit des résultats concrets. »

Du lundi 23 octobre au mercredi 25 octobre 2006 Halifax Marriott Harbourfront, Halifax, Nouvelle-Écosse

Les vérificateurs internes se réunissent pour discuter des enjeux communs

Pour la quatrième année de suite, les chefs des services de vérification interne des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux se sont réunis sous les auspices de la CCAF-FCVI. La réunion de 2006 s'est tenue à Halifax, en Nouvelle-Écosse.



L'événement avait été organisé par Pamela Muir, directrice des Services de gestion et services généraux à Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités, et Musetta Thwaites, directrice intérimaire du Centre de vérification interne et de gestion du risque au ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse.

Rick Kennedy, chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint du ministère des Finances de l'Ontario, a co-présidé la réunion en compagnie de Musetta Thwaites et du directeur général de la CCAF-FCVI, Michael Eastman.

CONSEIL CANADIEN DES VÉRIFICATEURS INTERNES OEUVRANT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE – PARTICIPANTS DU FORUM 2006

Marc Bégin, directeur adjoint

Forum des responsables de la vérification interne, Québec

Michael Eastman, director général

CCAF-FCVI

David Fairbotham, directeur général, Services de vérification et de consultation Bureau du contrôleur général de la Colombie-Britannique

John Gunter, directeur, Service de vérification publique

Gouvernement du Territoire du Yukon

David Hill, directeur, Division des services professionnels et de la vérification interne Bureau du contrôleur général de Terre-Neuve-et-Labrador

Jane Holatko, directrice, Vérification interne et serv<mark>ices de consultation</mark> Ministère des Finances du Manitoba

Fred Jaakson, contrôleur général adjoint p.i.

Secteur de la vérification interne

Bureau du contrôleur général, Secrétariat du Conseil du Trésor

Richard Kennedy, chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint Ministère des Finances de l'Ontario

Pamela Muir, directrice, Services financiers

Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités

Bob Shahi, directeur, Bureau de vérification du Secrétariat du Conseil de gestion financière Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Stephen Thompson, directeur, Vérification interne et services de consultation Bureau du contrôleur du Nouveau-Brunswick

Musetta Thwaites, directrice intérimaire, Centre de vérification interne et de gestion du risque Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse

Grace Wilk, chef intérimaire de la vérification interne, Direction des services de vérification interne Ministère des Finances du Nunavut

Heather Zomar, chef de la vérification interne Gouvernement de l'Alberta

SECRÉTAIRE DU CONSEIL

Nicole Wieczorek, directrice de la formation et chef des services financiers CCAF-FCVI

L'année 2005 a donné lieu à l'officialisation du groupe pour créer le Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP). Avec un nouveau logo et un site Web, le CCVISP est le choix tout indiqué pour la fonction de vérification interne dans le secteur public au Canada.

À la réunion à Halifax :

- Bob Shahi des Territoires du Nord-Ouest et Paul Wallis de l'Ontario ont dirigé une discussion sur les indicateurs de rendement de la fonction de vérification interne.
- Fred Jaakson, sous-contrôleur général intérimaire au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, a présenté un exposé sur le rôle des comités de vérification.
- Marc Bégin, directeur adjoint du Forum des responsables de la vérification interne, Québec a discuté de la vérification interne et l'élément politique.
- Bonnie Lysyk, sous-vérificatrice générale et administratrice en chef des opérations pour le Bureau du vérificateur général du Manitoba, a présenté un exposé intitulé Étude des relations entre la vérification interne et la vérification externe.

D'autres séances ont eu lieu. Somme toute, l'événement qui s'est déroulé sur une période de trois jours a marqué l'arrivée à maturité d'une organisation qui, il y a quelques années à peine, recevait l'aide de la CCAF-FCVI, cette dernière étant convaincue que la vérification interne jouait un rôle de plus en plus important dans le processus redditionnel du secteur public. Les principaux acteurs ont désormais un forum où ils peuvent se prêter un appui mutuel et accroître leur degré de professionnalisme.

La prochaine rencontre aura lieu en septembre 2007 et sera animée par **John Gunter**, directeur du Service de vérification publique au gouvernement du Yukon à Whitehorse, au Yukon.

Le mardi 6 février 2007 Salle de conférence de la CCAF-FCVI, Ottawa, Ontario

Le Programme d'amélioration des rapports publics sur la performance amorce une nouvelle étape

Susan Jennings, vérificatrice générale adjointe de la Colombie-Britannique, est venue de Victoria pour représenter le groupe consultatif sur l'information en matière de

performance du Conseil canadien des vérificateurs législatifs. Lee McCormack, directeur exécutif de la Gestion axée sur les résultats au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, était sur place pour présenter la perspective du gouvernement fédéral. Wilson Campbell du Governmental Accounting Standards Board a fait le voyage de Washington, DC pour faire profiter le groupe de sa vaste expérience dans le domaine de la publication de l'information sur la performance.

Ed Archer de l'Institut Canadien des Comptables Agrées était au téléphone en direct de Toronto. Ancien chroniqueur financier national, Chris Waddell a apporté son expertise dans le domaine des médias. Doyenne à l'Université Carleton, Katherine Graham a mis à profit ses connaissances du secteur bénévole et des ONG, ajoutant une perspective universitaire à la discussion.

Les membres du groupe de travail sur l'amélioration des rapports publics sur la performance de la CCAF-FCVI se sont réunis pour la première fois en février dans le but d'orienter et d'appuyer cette prochaine étape des travaux permanents de la CCAF-FCVI dans le domaine des rapports publics sur la performance. Seul le député à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, **Graham Steele**, n'a pu être présent, étant à l'extérieur du pays.

MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AMÉLIORATION DES RAPPORTS PUBLICS SUR LA PERFORMANCE

Ed Archer est directeur de projets, Comptabilité du secteur public, à l'Institut Canadien des Comptables Agrées.

Wilson Campbell est directeur de projets au Governmental Accounting Standards Board aux États-Unis.

Katherine Graham est doyenne de la Faculté des affaires et de la gestion publiques à l'Université Carleton.

Susan Jennings est vérificatrice générale adjointe de la Colombie-Britannique.

Lee McCormack iest directeur exécutif, Gestion axée sur les résultats, au Secrétariat du Conseil du Trésor.

Graham Steele est député à l'Assemblée législative (Halifax-Fairview) et siège au comité des comptes publics depuis 2002 et en a assuré la présidence de 2003 à 2005.

Chris Waddell est le Chaire Carty en commerce et en journalisme financier à l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton.

Michael Weir, ancien conseiller en recherche chargé du programme de recherche axé sur la publication de l'information sur la performance de la CCAF-FCVI, agit à titre de conseiller pour le nouveau programme.

Geoff Dubrow, directeur du développement des capacités de la CCAF-FCVI, a expliqué aux membres du groupe de travail que bon nombre de spécialistes s'inquiètent à l'idée

Rapports publics de performance

que l'engagement face à la publication de l'information sur la performance s'affaiblisse au Canada, en dépit des progrès initiaux réalisés dans certaines provinces. En général, at-il dit, les vérificateurs législatifs ne constatent aucune amélioration dans les rapports publics sur la performance et les utilisateurs potentiels de ces rapports – les législateurs, les organismes non gouvernementaux et le public – ne les utilisent pas.

L'objectif du nouveau Programme axé sur l'amélioration des rapports publics sur la performance de la CCAF-FCVI, financé par la Fondation Alfred P. Sloan et les partenaires du projet au Canada, consiste à harmoniser l'information à publier dans les rapports sur la performance avec les besoins des utilisateurs de ces rapports.

Les membres du groupe de travail ont offert des conseils précieux qui permettront à la CCAF-FCVI d'atteindre cet objectif et ont souligné la nécessité de communiquer avec tous les utilisateurs, y compris les législateurs et les membres du public. Ils ont renforcé l'importance d'harmoniser les activités du programme avec l'énoncé de pratiques recommandées par l'Institut Canadien des Comptables Agrées intitulé Les rapports de performance. Ils ont également insisté sur la valeur qu'offrirait l'exécution d'une recherche sur les bonnes pratiques et encouragé la CCAF-FCVI à déployer des efforts pour obtenir la participation des municipalités.

Voici quelques-uns des projets en cours ou à l'étude :

- un site Web sur la publication de l'information sur la performance où seront affichés les résultats de recherche de la CCAF-FCVI, les constatations découlant des travaux, des articles, de l'information sur le programme et des hyperliens pertinents;
- une rétrospective de l'évolution de la présentation de l'information sur la performance en Colombie-Britannique – une des administrations les plus avancées à ce chapitre au Canada;
- une étude des pratiques efficaces en matière de présentation de l'information sur la performance dans plusieurs administrations au Canada et à l'étranger;
- des groupes de discussion avec les utilisateurs des RPP du gouvernement de l'Alberta (législateurs, médias, organismes non gouvernementaux);
- ♦ la rétroaction de l'Agence canadienne de développement international au fur et à mesure qu'elle élabore son premier rapport annuel sur les résultats au chapitre du développement;
- des entrevues avec des journalistes politiques en Ontario afin de cerner les aspects de la performance qui les intéressent et obtenir leur opinion à l'égard des rapports publics sur la performance.

Le groupe se réunira de nouveau à l'automne 2007.

FORMATION

Semaine du lundi 15 janvier 2007 Edmonton, Alberta

Grâce à un solide appui, le cours de formation en vérification est maintenant disponible

John Williams a répondu à l'appel de la CCAF-FCVI à maintes reprises dans le passé. Le

GROUPE DE TRAVAIL DE LA CCAF-FCVI ET DU CCVL (AU 31 MARS 2007)

François Boisclair

Directeur des services conseil en optimisation des ressources Vérificateur général du Québec

Norma Glendinning

Directrice

Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

Brigitte Harris

Gestionnaire, Formation et Perfectionnement professionnel Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

Jane MacAdam

Directrice de la vérification Bureau du vérificateur général de l'Île-du-Prince-Édouard

Vince Mazzone

Gestionnaire de la vérification Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Elaine Morash

Vérificatrice générale adjointe Bureau du vérificateur général de la Nouvelle-Écosse

Bill Rafuse

Rafuse Consulting, Halifax (Nouvelle-Écosse)

Norm Ricard

Directeur général, Initiatives stratégiques Bureau du vérificateur général du Manitoba

Michael Stratford

Directeur principal responsable de la vérification Bureau du vérificateur général de l'Alberta

REPRÉSENTANTE DE LA CCAF-FCVI

Nicole Wieczorek

Directrice de la formation et de chef des services financiers

député de l'Alberta et ancien président du Comité des comptes publics à la Chambre des communes a fait partie de plusieurs groupes consultatifs et groupes d'experts, en plus de rédiger de nombreux articles pour la CCAF-FCVI.

Aujourd'hui, à la demande de la CCAF-FCVI, il s'est adressé aux vérificateurs du secteur public et a abordé un de ces sujets favoris – l'évolution de la reddition de comptes dans le système de gouvernement britannique. Il s'agissait du troisième projet pilote sur le nouveau cours de la CCAF-FCVI sur les *Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)*.

En 2006, le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) a confié un mandat clair à la CCAF-FCVI – créer un programme de formation professionnel et de qualité supérieure à l'intention des vérificateurs du secteur public, en débutant par un cours sur les *Principes de base*.

Il était essentiel que ce premier cours soit un succès puisqu'il donnerait le ton au reste du programme et servirait d'assise pour les autres cours. Parce que la CCAF-FCVI s'était retirée du domaine de la formation depuis de nombreuses années, les risques que le cours soit moins que satisfaisant étaient élevés.

La CCAF-FCVI s'est donc tournée vers ce qui fait sa force – les membres des secteurs de la vérification, de la gestion et de la gouverne à qui elle offre ses services. En collaboration avec le Réseau RH du CCVL, la CCAF-FCVI a mis en place un procédé visant à cerner et combler les besoins à court et à long termes de formation en matière de vérification et plusieurs bureaux de vérificateurs législatifs du Canada ont offert du matériel de cours. Le groupe de travail de la CCAF-FCVI et du CCVL (voir l'encadré) a supervisé la mise au point du programme de formation et des élus de prestige comme John Williams ont contribué à asseoir l'initiative sur des assises solides.

Puisqu'il s'agissait de mettre au point un cours adapté aux besoins de chaque région du Canada, la CCAF-FCVI a fait appel à des co-instructeurs pour donner à ce cours une saveur régionale.

Bonnie Lysyk, ancienne sous-vérificatrice générale et administratrice en chef des opérations pour le Bureau du vérificateur général du Manitoba (Ottawa); Elaine Morash, vérificatrice générale adjoint pour le Bureau du vérificateur général de la Nouvelle-Écosse (Halifax) et Norma Glendinning, directrice, Vérification de la performance pour le Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique (Edmonton) se sont jointes à Bill Rafuse, président de Rafuse Consulting et ancien directeur principal du Bureau du vérificateur général du Canada pour mener les projets pilotes. Bill était aussi le conseiller principal pour l'élaboration du cours de la CCAF-FCVI. Toutes ces personnes ont mis à profit leurs vastes connaissances et leur expérience de l'optimisation des ressources pendant toute la durée du projet.

D'autres personnes ont apporté leur contribution.

À Ottawa, **Deanna Monaghan**, associée directrice générale chez Ernst & Young et membre du conseil d'administration de la CCAF-FCVI a pris les dispositions nécessaires pour permettre à la CCAF-FCVI d'utiliser les bureaux de Ernst & Young à Ottawa.

À Halifax, en Nouvelle-Écosse, le député à l'Assemblée législative, **Graham Steele**, a présenté un exposé sur le rôle des politiciens et des comités des comptes publics dans le cycle de reddition de comptes. KPMG a mis ses bureaux de Halifax à la disposition de la CCAF-FCVI pour les séances de formation.

À Edmonton, en Alberta, le vérificateur général et vice-président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI, Fred Dunn, a fourni les installations. Laurie Blakeman, députée à l'Assemblée législative de l'Alberta et leader de l'opposition officielle, s'est jointe à John Williams pour s'adresser aux membres.

La directrice de la formation à la CCAF-FCVI, Nicole Wieczorek, était chargée de superviser le développement du cours *Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)*, en plus de coordonner les projets pilotes. Ses efforts et ceux de l'instructeur principal Bill Rafuse auront permis de mettre au point le cours pour tenir compte des commentaires recueillis durant les projets pilotes.

Le cours sera offert aux vérificateurs du secteur public du Canada à l'automne 2007 et sera suivi d'un deuxième cours de niveau intermédiaire sur le même thème de la *Vérification de la performance (optimisation des ressources).*

De plus, dans le cadre de ce nouveau programme de formation en vérification, KPMG publiera partout au Canada une Mise à jour annuelle sur les changements apportés aux normes comptables et de vérification dans le secteur public. L'associé de KPMG et membre du conseil d'administration de la CCAF-FCVI, **John Herhalt**, a joué un rôle de premier plan dans cette initiative.

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Le jeudi 25 mai 2006 Centre national des arts, Ottawa, Ontario

Les boursiers internationaux contribuent à un monde meilleur

C'est en 1981 que les tous premiers boursiers ont reçu leur diplôme du Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes (Programme international de bourses d'études) de la CCAF-FCVI. Aujourd'hui, soit 25 ans plus tard, sept nouveaux boursiers se sont joints à leurs 168 prédécesseurs en terminant avec succès le programme de prestige.

La cérémonie de remise des diplômes aura été un événement heureux. Étaient présents la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, de même que Diane Vincent, première vice-présidente de l'Agence canadienne de développement international, le bailleur de fonds du programme, et François Boisclair, pour le Bureau du vérificateur général du Québec. La CCAF-FCVI, qui gère le programme, était représentée par Marc



La vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, pose en compagnie des diplômés de 2005-2006 du Programme international de bourses d'études.

Meloche, directeur de la planification stratégique et des affaires internationales, et le directeur général, Michael Eastman. Diplomate à la retraite et président du Comité international de la CCAF-FCVI, Nick Hare, a agit comme maître de cérémonie.

Mais ces sont les sept heureux boursiers qui ont été les vedettes de la journée : Benoît Azodjilande et David Sohinto (Bénin), Pauline Kane

Fortune (Cameroun), José Alpizar Fallas (Costa Rica), Grace Mugyabuso et James Ryoba (Tanzanie), et Sirin Phankasam (Thaïlande).

Pauline Kane Fortune et David Sohinto ont brièvement exprimé leur gratitude au nom des boursiers et de leurs pays respectifs. José Alpizar Fallas a présenté le *Prix Amis des boursiers* à Ron Thompson, vérificateur général adjoint du Canada, pour son dévouement inlassable envers le programme.



En renforçant les capacités dans le domaine de la vérification de la performance (optimisation des ressources) et de la vérification intégrée des institutions supérieures de contrôle des pays en développement participants, le programme appuie les activités et les objectifs d'aide au développement du Canada en renforçant les

institutions

démocratiques à l'étranger. Les diplômés sont souvent promus à des postes supérieurs dans leurs pays d'origine. En fait, les anciens boursiers du Kenya, du Sénégal, du Bhoutan, du Guyana, de la Thaïlande, du Népal et du Sri Lanka occupent tous ou ont tous occupé le poste de directeur de l'institution supérieure de vérification de leur pays.



À la fin de l'année scolaire 2006-2007, le programme aura formé 179 boursiers provenant de 50 pays.

PARTICIPANTS DU PROGRAMME INTERNATIONAL DE BOURSES D'ÉTUDES DE 2006-2007



Laurentine Ngwu

Chef de section des études et des statistiques au Secrétariat permanent du Conseil de discipline budgétaire et financière de l'ISC du Cameroun



Sikoro Keita

Vérificateur Bureau du Vérificateur Général du Mali



George Chabby Haule

Ingénieur en chef/vérificateur en performance Bureau national de vérification de la Tanzanie



Sirikanchana Karikanchana

Agente supérieure au développement des ressources humaines Bureau du vérificateur général de la Thaïlande Le lundi 19 mars 2007 Parlement du Ghana, Accra, Ghana

L'ACDI finance des projets pilotes visant à renforcer les institutions démocratiques

L'honorable Samuel Sallas-Mensah, président du Comité des comptes publics du

Parlement du Ghana, a accueilli Geoff Dubrow de la CCAF-FCVI au Parlement ghanéen.

M. Dubrow y était pour discuter de la possibilité que la CCAF-FCVI dirige un atelier visant à renforcer le rôle du Comité des comptes publics du Ghana et à amener le gouvernement à agir à la suite de la publication des rapports du vérificateur général du Ghana. Les récents travaux de recherche de la CCAF-FCVI sur les comités des comptes publics et ses efforts de concertation avec les comités des comptes publics du Canada constituent un fondement par excellence pour un cours de ce genre.

L'atelier était une idée parmi plusieurs autres proposées par la CCAF-FCVI à la suite d'une évaluation indépendante du Programme international de bourses d'études de la Fondation, laquelle a souligné la nécessité pour les boursiers et leur ISV d'obtenir un appui supplémentaire après la formation pour accroître leur efficacité, particulièrement dans

NOUVELLE DE DERNIÈRE HEURE!

L'ACDI FINANCERA LE PROGRAMME INTERNATIONAL POUR ENCORE CINQ ANS

En juillet 2007, l'Agence canadienne de développement international a avisé la CCAF-FCVI qu'elle financerait un programme amélioré et élargi d'aide internationale pour une autre période de cinq ans.

Au cours des cinq prochaines années, la CCAF-FCVI devra:

- augmenter le nombre de boursiers ayant reçu une formation en accueillant de nouveaux partenaires des bureaux de vérificateurs législatifs provinciaux dans le programme;
- renforcer le processus de recrutement, d'évaluation et de sélection pour faire en sorte que les pays et les candidats sélectionnés pour le programme sont ceux qui en bénéficieraient le plus;
- renforcer l'appui aux étudiants des cycles supérieurs, de façon à ce que les boursiers diplômés et leurs institutions aient accès à l'expertise canadienne, tout en profitant des avantages du programme;
- ♠ améliorer le processus d'évaluation et les activités de suivi de façon à ce que les pays participants tirent le maximum d'avantages de leur participation au programme;
- repérer les possibilités de collaborer avec les autres institutions canadiennes ayant des mandats et des capacités similaires et les exploiter.

Le dernier accord quinquennal de contribution avec l'ACDI prendra fin en juin 2007.



Marc Meloche et les gestionnaires du Bureau national de vérification du Kenya durant une mission d'évaluation et de recrutement pour le Programme international de bourses d'études à Nairobi, au Kenya, en mars 2007. À sa droite, M^{me} Priscilla Komora, tcontrôleuse et vérificatrice générale du Kenya, récemment nommée à ce poste et diplômée du Programme international de bourses d'études 1990-1991.

le domaine de la vérification pour l'optimisation des ressources.

À la suite de cette évaluation, la CCAF a présenté une demande de financement à l'ACDI pour créer et présenter deux séries d'ateliers : une destinée aux

parlementaires et à leur personnel et visant à renforcer les comités parlementaires et l'autre aux représentants de l'Institution supérieure de vérification pour renforcer les liens avec le Comité des comptes publics et la législature. La CCAF-FCVI a proposé de présenter les ateliers dans le cadre d'un projet pilote dans deux pays à l'été 2007.

Parmi les autres projets pilotes financés par l'ACDI: un symposium sur la vérification judiciaire destiné aux anciens boursiers de la région des Amériques et qui aura lieu au Costa Rica dans les installations de l'ISV au printemps 2007 - dirigé par deux hauts représentants du Bureau du vérificateur général du Canada; et un symposium sur la gouvernance et la reddition de comptes qui s'adresse aux principaux représentants des institutions publiques d'un pays qui transige régulièrement avec son ISV. Ce dernier symposium s'inspire du cours sur la gouvernance, la reddition de comptes et les rapports sur la performance qui est offert chaque année par la CCAF-FCVI aux nouveaux boursiers. En plus d'éduquer les participants, on espère que le symposium contribuera à affermir les relations professionnelles entre ces institutions et le ISV. Ce projet pilote sera mené au Bénin à l'été 2007.



Antonine Campbell, directrice principale responsable des relations internationales pour le Bureau du vérificateur général du Canada et Marc Meloche, directeur de la planification stratégique et des affaires internationales de la CCAF-FCVI, à l'extérieur des bureaux du Service de vérification du Ghana durant une mission d'évaluation et de recrutement au Ghana en février 2007.

Une autre recommandation tirée de l'évaluation a mené la CCAF-FCVI à présenter une demande de financement à l'ACDI en vue de renforcer le processus d'évaluation, de recrutement et de sélection pour le Programme international de bourses d'études. Ces changements permettraient à la CCAF-FCVI de s'assurer que les pays et les candidats sélectionnés pour le programme sont ceux qui en bénéficieraient le plus. La CCAF-FCVI et le Bureau du vérificateur général du Canada ont mené des évaluations et des missions de recrutement en décembre 2006, février et mars 2007 à Sainte-Lucie, en Guyana, au Ghana et au Kenya.

À l'automne 2006, l'ACDI a accepté la demande de la CCAF-FCVI et lui a accordé un financement ponctuel de 290 750 \$ pour la réalisation des projets pilotes. La CCAF-FCVI tente d'obtenir des fonds permanents pour ces initiatives dans sa proposition visant à conclure un accord de contribution de cinq ans avec l'ACDI en vue de renouveler et d'enrichir son Programme international de bourses d'études.

C'est dans cette intention que M. Dubrow s'est rendu au Ghana pour y rencontrer M. Sallas-Mensah. Le parlementaire a accueilli favorablement le concept de l'atelier et a proposé des moyens pour l'adapter aux besoins particuliers du Ghana.

Durant son séjour à Accra, M. Dubrow a aussi rencontré le vérificateur général du Ghana, Edward Dua Agyeman. Il a également profité du voyage pour rendre visite aux vérificateurs parlementaires et législatifs de la Tanzanie. En collaboration avec ses partenaires, la CCAF-FCVI prévoit présenter des ateliers dans ces deux pays au printemps 2007.

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CCAF-FCVI 2006–2007

Nick Hare, président

Antonine Campbell, directrice principale responsable des relations internationales pour le Bureau du vérificateur général du Canada

François Boisclair, directeur pour le Vérificateur général du Québec

Yves Gauthier, premier vice-président et chef de la direction financière de Valeurs mobilières Desjardins Inc.

Richard Smith, vérificateur général adjoint du Canada

Michael P. Eastman, directeur général de la CCAF-FCVI

SECRÉTAIRE DU COMITÉ

Marc Meloche, directeur de la Planification stratégique et des affaires internationales de la CCAF-FCVI

LIAISON AVEC LES MEMBRES ET COMMUNICATIONS

Le mardi 31 octobre 2006 Bureau du vérificateur général, Fredericton, New Brunswick

Les organisations membres formulent des commentaires à la CCAF-FCVI

Au moment de sa nomination au poste de directeur général de la CCAF-FCVI en 2004, Michael Eastman avait comme objectif prioritaire d'établir des liens étroits avec les organisations membres de la Fondation – les vérificateurs législatifs, les administrateurs généraux et les dirigeants des cabinets comptables qui, par l'entremise de leurs membres, sont essentiels pour assurer l'avenir de la CCAF-FCVI.

Les organisations membres de la CCAF-FCVI représentent la principale source de financement de la Fondation. À ce titre, ils sont en droit de s'attendre à tirer profit des activités de la CCAF-FCVI et d'avoir leur mot à dire dans les plans de la Fondation. C'est pourquoi la CCAF-FCVI fait tout en son pouvoir pour s'assurer que les points de vue de ces membres sont non seulement bien reçus, mais activement sollicités.

De nombreuses organisations membres sont représentées au Conseil d'administration de la CCAF-FCVI. Pour s'assurer que la Fondation entretient des rapports étroits avec chacun de ces membres, Michael Eastman a créé le Programme d'information à l'intention de nos organisations membres. Grâce à ce programme, chaque organisation membre reçoit la visite d'un gestionnaire de la CCAF-FCVI au moins une fois par année.

Les réunions du conseil d'administration et les visites ne sont pas les seules occasions pour la CCAF-FCVI d'interagir avec ses organisations membres. Ainsi, la Fondation participe régulièrement à la Conférence commune annuelle du Conseil canadien des vérificateurs législatifs et du Conseil canadien des comités des comptes publics.

À la dernière conférence de septembre 2006 à Charlottetown, Michael Eastman et Geoff Dubrow de la CCAF-FCVI ont dirigé un atelier (le Forum John J. Kelly) et dévoilé l'ébauche de stratégie visant à accroître l'efficacité des CCP. Les deux vérificateurs législatifs et les membres des CCP ont participé à l'atelier et formulé des commentaires sur la stratégie.

MM. Eastman et Dubrow ont également présenté un exposé durant la Conférence annuelle des contrôleurs qui s'est déroulée à Niagara-on-the-Lake en août 2006.

M. Eastman croit fermement que pour bien servir les membres, il est important que lui

et les gestionnaires de la CCAF-FCVI sortent de leurs bureaux pour aller rencontrer les membres dans leur propre milieu. Outre les événements susmentionnés, le personnel de

la CCAF-FCVI participe régulièrement aux conférences ayant pour thème la gouvernance, la gestion et la vérification.

M. Eastman a été conférencier invité pour plusieurs sections de l'Institut de la gestion financière du Canada. En mai 2006, il a mis sur pied et dirigé un groupe d'experts (décrit cihaut dans la section Message du président) pour le Sommet sur la gestion axée sur les résultats à Victoria, en plus de présider une autre conférence en janvier 2007 à Victoria, cette fois sur le thème de la Gestion de la performance dans le secteur public.

Il a également présenté un exposé à l'occasion d'un séminaire sur les pratiques de vérification du secteur public organisé par la Banque mondiale

et qui a eu lieu en mai 2006 à Washington, D.C. En octobre 2006, il s'est adressé aux participants de la conférence *Meilleures pratiques de vérification interne dans*

re-energize Holder Trailed It to the constraint to

CCAF-FCVI

le secteur public à Gatineau, au Québec – conférence présidé par Michael McLaughlin, président du Conseil d'administration de la CCAF-FCVI.

Ces événements ont permis à la CCAF-FCVI de demeurer au fait des tendances, de rencontrer les membres de la collectivité et de faire connaître les travaux de la Fondation.

En 2007-2008, la CCAF-FCVI poursuit sur sa lancée. Elle participera à la Conférence des contrôleurs en juillet au Yukon et dirigera le Forum John J. Kelly organisé dans le cadre de la Conférence commune annuelle du Conseil canadien des vérificateurs législatifs et du Conseil canadien des

comités des comptes publics et qui aura lieu en août à

Victoria. La Fondation participera également à de nombreux autres événements tout au long de l'année.



Le vendredi 12 mai 2006 Bureau de Norm Sterling, député provincial, Carleton Place, Ontario

La CCAF-FCVI offre de l'information et des nouvelles exclusives à ses membres

Élu pour la première fois en 1977, réélu en 1981, 1985, 1987, 1990, 1995, 1999 et 2003. Anciennement ministre de l'Environnement de l'Ontario, ministre des Affaires



intergouvernementales, ministre des Transports et Procureur général et depuis 2003, président du Comité permanent des comptes publics de l'Assemblée législative de l'Ontario.

Du point de vue journalistique, il s'agissait d'une « primeur ». Norm Sterling, un des députés de l'Assemblée législative de l'Ontario ayant les plus longs états de service, proposait une restructuration radicale du rôle des comités des comptes publics, et ce, durant une entrevue décontractée qu'il a accordé dans son bureau au directeur général de la CCAF-FCVI, Michael Eastman, et au collaborateur de la Fondation, Greg Gertz.

- « Quand le vérificateur général détecte un problème avec un programme », a-t-il affirmé,
- « je souhaiterais que le comité exige du ministère ou de l'organisme responsable qu'il recueille des renseignements spécifiques à ce programme. »
- « Le comité devrait déterminer quels sont les renseignements qui sont nécessaires pour assurer une surveillance efficace du programme. Ces renseignements pourraient inclure la performance au chapitre des objectifs, des comparaisons avec les autres administrations, et ainsi de suite. Les renseignements recueillis devraient être publiés, par exemple en les affichant sur un site Web qui n'est pas contrôlé par le gouvernement. »

Le Canadien moyen se soucie peu des comités des comptes publics, mais la CCAF-FCVI sait très bien que ses membres seraient très intéressés. Ceux-ci peuvent désormais consulter le texte de l'entrevue qui est affiché sur le site Web de la CCAF-FCVI.

Ce n'est pas la seule information que la CCAF-FCVI a communiquée à ses membres en 2006-2007. Plusieurs nominations ont été annoncées : Luc Lavoie au poste de directeur général de IIA-Canada; Harvey Mead au poste de commissaire au développement durable et vérificateur général adjoint du Québec; Ken Gabora au poste de directeur de la vérification interne au ministère des Finances de la Saskatchewan; Bruce Bennett au poste de contrôleur de l'Ontario; Cheryl Wenezenki-Yolland au poste de contrôleure générale pour la province de Colombie-Britannique; Richard Kennedy au poste de directeur général de la vérification interne au gouvernement de l'Ontario et sous-ministre adjoint;

Doug Lynkowski au poste de contrôleur de l'Alberta; Carol Bellringer au poste de vérificatrice générale du Manitoba et Arn van Iersel au poste de vérificateur général intérimaire de la Colombie-Britannique.

Plusieurs dirigeants du domaine de la vérification ont rédigé des articles sur des sujets importants, notamment :

- Les vérificateurs internes et les vérificateurs législatifs peuvent coopérer de bon nombre de façons, par Bonnie Lysyk, sous-vérificatrice générale du Manitoba
- ♦ Le comité de vérification indépendant, par Roxanne Anderson, trésorière de la CCAF-FCVI, et sa collègue de PricewaterhouseCoopers, Claire Lake
- ◆ Entrevue avec le sous-ministre des Finances de l'Ontario, Colin Andersen, sur le thème Nouvelle méthode de gestion des risques en Ontario CCAF-FCVI
- ♦ Entrevue avec Susan Jennings, vérificatrice générale adjointe pour le Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique, et Ronda White, vérificatrice générale adjointe pour le Bureau du vérificateur général de l'Alberta, sur le thème Les rapports sur la performance : nouveau domaine de vérification AF-FCVI
- ♦ Entrevue avec Terry Paton, président du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agrées, et Tim Beauchamp, directeur, Comptabilité publique, sur le programme de travail du CCSP (Le CCSP nous offre un aperçu du futur)
- ♦ La gouvernance et la reddition de comptes seront abordés au congrès de l'IGF, entrevue avec le président de l'Institut de la gestion financière du Canada, Jean Laporte, à l'approche du congrès national de l'Institut

Des rapports ont été publiés à la suite de la participation de la CCAF-FCVI à certains événements, dont plusieurs congrès : La mesure de la performance dans le secteur des soins de santé (mai 2006, Vancouver); Sommet 2006 « Re-energize » sur la gestion axée sur les résultats (mai 2006, Victoria); Meilleures pratiques de vérification interne dans le secteur public (octobre 2006, Gatineau, Québec) et Adopter des pratiques exemplaires en matière de gestion de la performance dans le secteur public (janvier 2007, Victoria).

En 2006-2007, la CCAF-FCVI a publié un total de quarante-huit communiqués à l'intention de ses membres - comparativement à sept en 2003-2004, quatorze en 2004-2005 et trente et un en 2005-2006. Ce n'est pas le Globe and Mail, mais il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une source d'information très utile en matière de gouvernance, de gestion et de vérification dans le secteur public au Canada.

Organismes membres et partenaires financiers DE LA CCAF-FCVI (AU 31 MARS 2007)



ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN (ACSTA)





Canada AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



MANITORA BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



ALBERTA BURFAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



NOUVEAU-BRUNSWICK BURFAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL





NOUVELLE-ÉCOSSE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



CANADA BURFAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



Nouvelle-Écosse TREASURY AND POLICY BOARD



COLOMBIE-BRITANNIQUE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



ONTARIO BURFAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



Canada Conseil du Trésor du Canada / Bureau du contrôleur général du Canada



MINISTÈRE DES FINANCES



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



PRICEWATERHOUSECOOPERS



Canada Infrastructure Canada



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC



INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES **AGRÉÉS**



SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR



GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST



SASKATCHEWAN OFFICE OF THE PROVINCIAL AUDITOR



GOUVERNEMENT DU NUNAVUT



TERRE NEUVE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

SECRÉTARIAT DE LA CCAF-FCVI

Comme nous avons pu le constater, le succès de la CCAF-FCVI est attribuable en grande partie aux efforts généreux et assidus des nombreux membres et amis de la Fondation. La coordination, l'orientation et la gestion des efforts sont assurés par l'effectif réduit de la CCAF-FCVI. Sans son personnel dévoué, la CCAF-FCVI en accomplirait bien peu.

PERSONNEL ACTUEL DU SECRÉTARIAT DE LA CCAF-FCVI

Michael P. Eastman, FCMA

Directeur général

Lynne Casiple-Lueck

Informaticienne / Webmestre

Geoff Dubrow

Directeur, Développement des capacités

Chris Hyde

Conseiller en recherche, Développement des capacités

Caroline Jorgensen

Directrice principale, Programmes internationaux

Marc Meloche

Directeur, Planification stratégique et Affaires internationales

Veronica Moore

Aide-comptable / Administratrice des programmes de formation

Sanja Ristic

Adjointe à la recherche, Développement des capacités

Jacqueline Teasdale

Réceptionniste et adjointe administrative

Carine Turay

Adjointe administrative, Programmes internationaux

Nicole Wieczorek

Directrice de la formation et chef des services financiers et Secrétaire, Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP)

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous annexons au présent rapport les états financiers de la CCAF-FCVI pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, de même que l'opinion du vérificateur chargé de revoir les chiffres.

Le but du rapport de la direction est de présenter au lecteur les états financiers de la CCAF-FCVI du point de vue de la direction et du conseil d'administration de la CCAF-FCVI et d'expliquer toute modification importante apportée dans la formule de présentation de ces états.

Le comité de vérification de la CCAF-FCVI est composé de trois membres – deux administrateurs de la CCAF-FCVI et un membre externe, qui est nommé par le conseil d'administration et qui n'est pas un employé de la CCAF-FCVI. Le président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI est un membre non officiel du comité de vérification. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur externe plusieurs fois avant la vérification ainsi que durant celle-ci afin de discuter de toute question se rapportant à la vérification, aux contrôles internes et aux enjeux liés aux finances et à la présentation de l'information. À chaque réunion, lorsque le président du comité de vérification le juge nécessaire, le comité tient une séance à huis clos avec le vérificateur externe, en dehors de la présence de la direction. Le comité de vérification présente son rapport au conseil d'administration et lui recommande d'approuver la publication des états financiers vérificateurs externes.

Comme l'an dernier, le nombre de nos membres et la somme des contributions continuent à augmenter - les contributions des membres et les financements sont des éléments vitaux pour la plupart des organisations sans but lucratif et la CCAF-FCVI n'échappe pas à cette règle. Ces contributions nous permettent de servir aux mieux nos membres et les parties prenantes par le biais de programmes de recherche, de développement des capacités et de formation qui visent tous à rehausser la qualité de la reddition de comptes, de la gouvernance, de la gestion et de la vérification dans le secteur public.

En 2006, nous avons terminé deux grands travaux de recherche – notre étude sur le renforcement des comités des comptes publics et notre étude sur les utilisateurs et les utilisations des rapports publics de performance. Ces travaux de recherche ont été réalisés dans une large mesure avec l'aide de hauts fonctionnaires, obtenus grâce à des ententes de détachement et d'échange à 50 % du coût salarial. La baisse des contributions pour la recherche (qui inclut la contribution salariale de 50 % des ministères) est directement liée à la conclusion de ces deux projets.

En 2007, nous avons également relancé les cours de formation. L'élaboration et la mise à l'essai de notre cours sur les Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources) marquent notre retour réussi dans le domaine de la formation. Nous continuerons à aller de l'avant en 2007-2008 avec la reprogrammation prévue de cette formation et l'élaboration d'un cours de niveau avancé. Notre but est non seulement d'aider les vérificateurs législatifs du Canada, qui sont nos principaux bailleurs de fonds, mais aussi d'adapter la formation à tous les vérificateurs du secteur public une fois que nous aurons répondu aux besoins du groupe susmentionné.

La recherche et le développement des capacités continuent à constituer une part importante de notre raison d'être et la CCAF-FCVI trouve des moyens novateurs pour soutenir ses activités et ses projets dans ce domaine. Nous accueillons avec plaisir le soutien de la fondation Alfred P. Sloan pour notre programme de recherche et de développement des capacités visant à améliorer la qualité des rapports de performance du secteur public. Ce financement ainsi que les subventions égales obtenues auprès des partenaires du secteur public participants nous permettent de maintenir notre présence dans ce domaine important.

Un autre changement important concerne les niveaux des salaires généraux indiqués dans nos états financiers. Cette année, les diminutions sont liées au départ d'un collaborateur de longue date ainsi qu'au remaniement de nos axes opérationnels afin de refléter notre retour dans le domaine de la formation. Ce remaniement entraîne une modification de notre manière d'organiser l'emploi du temps de notre personnel afin de mener à bien nos activités.

Globalement, l'année écoulée a été très fructueuse et très productive. Le grand défi de cette année, celui pour lequel nous mobilisons nos principales parties prenantes et le conseil d'administration, concerne les étapes futures de notre programme de recherche. Nous tiendrons bien entendu nos membres informés au fil de notre progression dans ce domaine important.

Les vérificateurs externes de la CCAF-FCVI, le cabinet Welch and Company, ont indiqué au comité de vérification qu'il n'existait aucune lacune dans les systèmes de contrôle interne de la CCAF-FCVI. Les états financiers qui figurent ci-après ont été vérifiés conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.

Michael Eastman Executive Director Nicole Wieczorek

Ducarek

ÉTATS FINANCIERS

De

CCAF-FCVIINC.

Pour l'exercice clos

LE 31 MARS 2007



RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de

CCAF-FCVI INC.

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2007 ainsi que les états des opérations et du changement dans l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2007, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

COMPTABLES AGRÉÉS

COMPTABLES PUBLICS CERTIFIÉS

Ottawa (Ontario) le 7 mai 2007.

CCAF-FCVI INC.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 31 MARS 2007

	ACTIF 2	2007 200	<u>6</u>
À COURT TERME Encaisse	 	8 011 \$ 251 4	37 \$
Débiteurs Frais payés d'avance Certificat de dépôt garanti (au coût), 3,75%, venant à	1	95 063 53 1 4 277 24 6	20120
échéance en juillet 2007	_ 60	00 000 7 351 329 2	76
ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES -	note 4	8 703 5 4	88
	1 03	6 054 \$ 334 7	<u>64</u> \$
PASSIF E	ET ACTIF NET		
PASSIF			
Créditeurs et frais courus Revenus reportés - note 5		9 226 \$ 159 89 2 513 16 39	
Montant à payer au Programme international - note 6 Montant à payer au Programme des rapports publics	379 Sisur la	9 025 27 64	47
performance - note 7		5 556 6 320 203 90	02
ACTIF NET	_ 199	9 734130 86	62
	1 036	6 054 \$ 334 76	<u>64</u> \$

Signé au nom du Conseil

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.

ÉTAT DES OPÉRATIONS ET DU CHANGEMENT DANS L'ACTIF NET EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2007

	2007	2006
REVENUS		
Cotisations et contributions des membres	1 057 708 \$	1 016 976 \$
Contributions pour la recherche	41 043	186 335
Revenu net (dépense nette) tiré des publications et congrès - note 8	15 778	(27 116)
Intérêts et autres	27 874	5 825
	1 142 403	1 182 020
DÉPENSES POUR PROGRAMMES		
Recherche et développement	498 746	682 450
Communications et relations avec les parties prenantes	195 072	236 606
Formation	130 115	2 930
	823 933	921 986
DÉPENSES GÉNÉRALES		
Salaires et charge sociale - note 9	92 654	243 160
Loyer	75 623	73 292
Réunions du conseil et de l'exécutif	22 138	18 669 61 260
Bureau et frais généraux d'exploitation Amortissement	49 345 9 838	9 301
Amortissement	249 598	405 682
	1 073 531	1 327 668
	10/0001	1 027 000
REVENU NET (DÉPENSE NETTE)	68 872	(145 648)
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	130 862	276 510
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>199 734</u> \$	130 862 \$

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2007

	2007	2006
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR		
Les activités d'exploitation	10000000000	
Revenu net (dépense nette)	68 872 \$	(145 648) \$
Item ne nécessitant pas une sortie immédiate d'encaisse:		
Amortissement	9 838	9 301
	78 710	(136347)
Variations dans les actifs/passifs		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(41 889)	96 772
Diminution des frais payés d'avance	10 388	1 963
Augmentation des créditeurs et frais courus	109 368	72 199
Augmentation (diminution) des revenus reportés	16 116	(78 766)
Encaisse fournie (utilisée) par les activités d'exploitation	172 693	(44 179)
Les activités d'investissement		
Achat d'équipement	(13 053)	-
Achat d'un certificat de dépôt garanti	(600 000)	
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	(613 053)	
Les activités de financement		
Avances du programme international - dépenses nettes	351 378	(2 813)
Avances du programme Fondation des rapports publics sur la		
performance - dépenses nettes	<u> 155 556</u>	
	506 934	(2 813)
FLUX NET DE TRÉSORERIE	66 574	(46 992)
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	251 437	298 429
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	318 011 \$	<u>251 437</u> \$

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2007

1. POUVOIR ET OPÉRATIONS

La Fondation a été établie en 1980 par lettres patentes en vertu de la Partie II de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

La Fondation contribue le leadership des idées et bâtit les connaissances et la capacité qui permettent une gouvernance effective et augmentent la pertinence de la responsabilisation, la gestion et la vérification. Le point de mire et le bénéficiaire du travail de la Fondation est le secteur public. Les activités principales de la Fondation sont la recherche, l'éducation et autres programmes de support dans les domaines suivants; l'information sur la gouvernance et sur les pratiques liées à la gouvernance et à la responsabilisation; l'information sur les résultats (financière ou non) qui pourrait servir à rendre compte publiquement ou à supporter la planification ou l'évaluation des améliorations dans la planification stratégique et commerciale; les approches et les pratiques de contrôleur et de gestionnaire y compris l'information sur la performance, le risque, le contrôle et l'éthique; la vérification de la performance, y compris mais sans se limiter aux vérifications de l'information sur la performance tel que diffusée aux corps gouvernants et/ou au public; et la vérification d'intendance, de gestion, de contrôle et d'autres pratiques de gestion axées vers les résultats.

La Fondation a été organisée et opère selon le mandat décrit ci-dessus et comme tel est exempte d'impôts d'après les lois fiscales du Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

a) Cotisations et contributions des membres et revenus tirés de publications

Les cotisations des membres et les revenus tirés des publications sont reconnus au revenu de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés. Les contributions ont été inscrites selon la méthode comptable du report pour les contributions. Selon cette méthode, les contributions sont reconnues au revenu de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées.

b) Coûts de développement

La Fondation a formulé des cours et a préparé des publications afin d'accomplir son mandat tel que décrit à la note 1. Les revenus rattachés à l'utilisation ou à la vente de ces items sont généralement déterminés de telle façon que seuls les coûts directs sont recouvrables. Tous les coûts encourus dans le développement des cours et des publications sont inscrits à la dépense dans l'exercice où ils sont encourus.

c) Publications

À cause de l'incertitude rattachée au recouvrement des coûts directs encourus lors de la préparation des publications, ces coûts sont inscris à la dépense de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

d) Équipement et améliorations locatives

Les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

L'amortissement des meubles et équipement de bureau est calculé selon l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire sur la période restreinte du bail.

e) Apport en nature

Certains donateurs fournissent leur temps et absorbent certain coûts relatifs aux activités de la Fondation. Puisqu'il est difficile de déterminer la juste valeur et l'étendue de ces apports en nature, ils ne sont pas comptabilisés.

f) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la Direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses comptabilisés. À leur réalisation, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

CCAF-FCVI INC. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2007

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Fondation se composent de l'encaisse, du certificat de placement garanti, des débiteurs, des créditeurs et frais courus et des montants à payer au Programme international et au Programme des rapports publics sur la performance. Sauf, si autrement mentionné et selon l'avis des administrateurs, la Fondation n'est pas sujette à des risques importants liés aux fluctuations des taux d'intérêts, des taux de change et/ou des marchés découlant de ces instruments financiers. La juste valeur marchande de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur aux livres à cause de leurs échéances à court terme.

4. ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

Les équipements et améliorations locatives et l'amortissement cumulé se détaillent comme suit:

	2007	2006	
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	103 581	\$ 90 528	\$
Amortissement cumulé	94 878	<u>85 040</u>	
	8 703	\$ 5 488	\$

5. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent diverses contributions liées aux opérations de la Fondation et à des projets de recherche concernant les exercices futurs tels qui suit:

	Opérations	Recherche	Total
Solde au 31 mars 2006	16 397 \$	- \$	16 397 \$
Revenu reconnu au cours de l'exercice	(16 397)	-	(16 397)
Revenu reçu au cours de l'exercice qui se rapporte aux exercices futurs	14 063	18 450	32 513
Solde au 31 mars 2007	14 063 \$	18 450 \$	32 513 \$

CCAF-FCVI INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2007

6. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL

La Fondation coordonne un programme conçu pour améliorer les processus de gouvernance du secteur public dans les pays en voie de développement. Les coûts du Programme international sont financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec certaines contributions en nature des Bureaux des vérificateurs généraux du Canada et du Québec, ainsi que de certaines Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. L'entente courante de contribution avec l'ACDI, qui vient à échéance le 30 septembre 2007, prévoit un financement jusqu'à la fin du contrat allant jusqu'à 383 000 \$. L'ACDI défraie les dépenses administratives directes associées à ce programme et contribue aussi aux frais d'administration généraux de la Fondation. La direction est actuellement en négotiation avec l'ACDI afin de renouveler ce contrat pour un autre 5 ans.

Les activités financières du programme international se détaillent comme suit:

		2007	2006
a)	Revenus et dépenses Revenus du programme	<u>369 678</u> \$	<u>356 854</u> \$
	Dépenses directes	193 130	242 804
	Dépenses administratives	176 548	_114 050
		369 678 \$	356 854 \$
b)	Flux de trésorerie relatifs au programme Montants à payer au début de l'exercice	27 647 \$	30 460 \$
	Avances reçues de l'ACDI	721 056	354 041
	Dépenses au cours de l'exercice	369 678	356 854
	Montants à payer à la fin de l'exercice	379 025 \$	27 647 \$

7. PROGRAMME DES RAPPORTS PUBLICS SUR LA PERFORMANCE

La Fondation coordonne présentement un programme par lequel des projets pilotes qui ont pour but d'atteindre un niveau plus élevé de présentation du rendement public. Les coûts de ce programme sont fournis par la Fondation Alfred P. Sloan (FAPS), qui exige des contributions équivalentes soit en espèce ou en nature d'autres jurisdictions canadiennes. L'entente de contribution avec la FAPS, pour 150 000 \$ US par année, vient à échéance le 30 juin 2009.

Les revenus et dépenses reconnues par la Fondation se résument comme suit:

a)	Revenus et dépenses Revenus du programme	53 044	\$
	Dépenses du programme	53 044	\$
b)	Flux de trésorerie relatifs au programme Montants à payer au début de l'exercice		\$
	Avances reçues de la FAPS	169 500	
	Avances reçues de jurisdictions canadiennes	<u>39 100</u> 208 600	
	Dépenses au cours de l'exercice	53 044	
	Montants à payer à la fin de l'exercice	155 556	\$

CCAF-FCVI INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2007

8. REVENU NET (DÉPENSE NETTE) TIRÉ DES PUBLICATIONS ET DES CONGRÈS

Le revenu net provenant de cette activité se compose des montants suivants et n'inclut aucun montant pour les frais généraux.

		2007			2006	
	Revenus	<u>Dépenses</u>	Net	Revenus	<u>Dépenses</u>	Net
Congrès Publications	- \$ _17 476	- \$ 1 698	- \$ _15 778	157 259 \$ 	191 626 \$ 	(34 367) \$
	<u>17 476</u> \$	1 698 \$	15 778 \$	164 700 \$	<u>191 816</u> \$	(27 116) \$

9. SALAIRES ET CHARGE SOCIALE

Le total de la dépense salariale, incluant la charge sociale, fut de 718 451 \$ (2006 - 930 231 \$). Les salaires sont répartis entre les diverses activités opérationnelles comme suit:

	2007	2006
Recherche	376 615 \$	449 241 \$
Formation	44 980	-
Programme international	58 000	58 000
Liens avec nos parties prenantes et communications	146 202	179 830
Salaires généraux	92 654	243 160

La dépense de salaire est présentée nette d'une subvention reçue de 4 450 \$.

10. COTISATIONS DES MEMBRES ET CONTRIBUTIONS

La Fondation tire près d'un tiers de ses revenus de cotisations des membres, d'un seul membre.

11. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Loyer

La Fondation a signé un bail pour ses locaux qui exige les versements annuels suivant. Le bail vient à échéance le 28 février 2010.

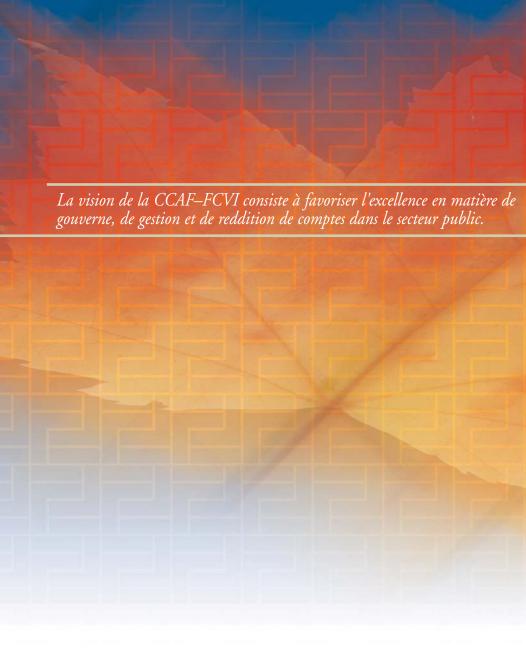
2008	74 342 \$
2009	76 562
2010	72 117

12. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin des les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

13. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT À LA DATE DU BILAN

En juin 2007, le conseil administratif de la Fondation a accepté de payer une allocation à deux employés de longue durée pour remplacer les bénéfices de pension qui auraient pû s'accumuler avant l'établissement, en 2005, du programme de REER collectif parrainé par l'employeur. Un montant d'approximativement 32 000 \$, calculé par rapport au nombre d'années de service de ces deux employés, sera affecté aux opérations de l'exercice fiscal 2008.





291, rue Olmstead Secteur Vanier Ottawa (Ontario) Canada K1L 7J9

Canada K1L 7J9
Téléphone : 613-241-6713
Courriel : info@ccaf-fcvi.com
www.ccaf-fcvi.com